

Pourquoi il faut agir

Frambois n'est pas en soi la cible de notre action et ne l'est qu'en tant qu'un des lieux d'un système foncièrement indigne: la détention administrative. Elle-même, à son tour, est un instrument parmi d'autres au service d'une politique migratoire irresponsable, indécente et brutale. C'est la ruse abjecte trouvée par les professionnels de la politique de désintégration sociale et par leur bras armé – juristes félons de la violence d'Etat – pour inscrire le non-droit à l'intérieur d'un appareil juridique, et l'ex-territorialité à l'intérieur d'un territoire.

De même le régime de «l'aide d'urgence», que le Conseil national voulait étendre à tous les requérants d'asile en procédure, est-il la création d'un tiers-monde adossé à l'une des plus grandes usines à fric de la planète. Une usine qui se goinfre des fortunes évadées et de la spéculation sur les matières premières – pétrole, métaux précieux, céréales – pillées aux pays du Sud. Au nom de la compétitivité économique, ces marchands de malheur sont absous et même bénis par le pouvoir politique. Les profiteurs, les abuseurs, ce ne sont pas eux, mais les hommes et les femmes de pays déshérités qui ont le tort de chercher leur chemin dans l'exil!

On les dit «faux réfugiés» sous prétexte qu'ils ne répondent pas à la définition historique de l'asile politique. Mais on cherche surtout par là à couvrir le crime dont leur présence est le rappel intempestif: la prédation des richesses, l'asphyxie de la planète, l'assujettissement économique du Sud par le Nord. Ils sont les déchets indésirables d'une ingénierie financière qui doit s'efforcer de paraître immatérielle et sans tache, l'envers du décors d'un petit pays où dominants et dominés sont voisins, tout juste séparés par une haie mais en aucun cas par des rapports de classe.

Le cynisme de cette politique de fabrication de parias ne nous échappe pas. Depuis des décennies, certains milieux travaillent inlassablement à isoler des groupes de population, à les rendre étrangers à la société et à l'humanité, afin que la déchéance de leurs droits passe pour acceptable et même souhaitable aux yeux de la majorité. Requéranants d'asile, clandestins, frontaliers, roms, mais aussi naturalisés, chômeurs, invalides, «assistés» sociaux, etc: ces catégories lourdes de soupçon, voire d'infamie, servent à canaliser les frustrations et le mécontentement populaires et à casser les solidarités potentiellement dangereuses au sein du corps social. C'est ainsi, par exemple, que la crise du logement est mise sur le compte de l'immigration plutôt que sur l'abdication des pouvoirs publics et la rapacité des propriétaires immobiliers, qui peuvent détrousser les locataires en toute illégalité sans jamais être inquiétés.

De cette machine de propagande, qui neutralise d'emblée tout débat politique, nous ne sommes pas dupes et nous ne nous accommodons pas. Qu'elle soit parvenue à infiltrer les esprits d'une majorité des citoyens suisses faisant usage de leur droit de vote, n'y change rien: nous nous sentons étrangers à cette société défigurée et ne nous estimons pas représentés par ses idéologues fanatiques, fussent-ils élus. Car «les peurs de la population» derrière lesquelles ils s'abritent lâchement pour justifier leurs méfaits sont, pour une bonne part, leurs propres créatures.

L'atmosphère de couvre-feu permanent qui règne dans le domaine de d'asile est savamment entretenue par ces spécialistes en pyromanie. L'«afflux massif» actuel a été fabriqué de toute pièce par le démantèlement des structures d'accueil opéré il y a quelques années. Les réactions xénophobes de citoyens sont attisées par certains «responsables» communaux et cantonaux qui tiennent l'entreposage de requérants d'asile pour à peine moins nuisible que celui de déchets nucléaires. Les uns comme les autres d'ailleurs enfouis en sous-sol.

Dans ce contexte, il est de notre devoir de faire entendre la voix d'une autre Suisse, celle de la solidarité, de la diversité et de la désobéissance civile face à la barbarie. Le rouleau compresseur de

la haine n'est pas parvenu à l'étouffer. A l'échelle locale, des populations se mobilisent pour exiger la régularisation de migrants menacés de renvoi. Des enseignants font savoir qu'ils refuseront, cas échéant, d'exécuter l'ordre de dénoncer les enfants sans-papiers. Des médecins, des directeurs d'écoles, des employeurs, des élus communaux s'insurgent contre les excès de la violence d'Etat. Les consciences, les volontés, le courage sont là; reste à les mettre bout à bout.